

Halte à la répression policière des manifestations !

Crédit photo : LEWIS JOLY / AP



Nous avons manifesté le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleur/se-s, mobilisé-e-s avec leurs organisations, partis et syndicats.

En France et notamment à Paris, Macron nous a une nouvelle fois envoyé la police pour bloquer et gazer nos cortèges.

Depuis la lutte contre la loi travail et plus encore les manifestations des gilets jaunes, auxquelles nous avions également participé, c'est devenu maintenant une habitude insupportable : le gouvernement mobilise systématiquement sa police pour interdire à des gens de manifester, pour les intimider et les réprimer, voire les blesser et les mutiler.

Nos manifestations sont diverses car elles relèvent d'un front uni de fait

Dans nos manifestations, il y a toutes sortes de cortèges et de bigarrures : on ne peut que s'en réjouir, car cela exprime non seulement d'inévitables différences et divergences, mais aussi la volonté d'unité de notre camp social, la volonté d'un front uni contre les capitalistes, le gouvernement de Macron et leur monde.

Il y a des milliers de personnes qui décident de manifester dans les « cortèges de tête », devant les syndicats : il est intolérable que la police les gaze, nasse et matraque – et nos propres militant-e-s se répartissent d'ailleurs, selon leurs cercles de camarades, de collègues et d'ami-e-s, entre ce cortège et ceux de nos syndicats, mais en l'occurrence bien moins nombreux ce 1^{er} mai est une expression de la crise du mouvement ouvrier : la politique des directions syndicales a conduit à la multiplication des défaites, les syndicats sont affaiblis et un nombre important de travailleurs/ses et de jeunes décident de s'organiser et de manifester en dehors des organisations, notamment sous l'influence des courants politiques dits « autonomes ».

Il y a, bien plus nombreux, les cortèges traditionnels CGT, FO, FSU, Solidaires, ces organisations qui sont nos outils de lutte historiques et que nous construisons quotidiennement avec nos collègues. La systématisation de la répression gouvernementale et policière dont nos cortèges (comme par ailleurs trop souvent nos délégué-e-s) font l'objet de façon de plus en plus fréquente est une atteinte extrêmement grave aux libertés démocratiques.

Pour la défense du droit de manifester

Il faudrait que les syndicats, partis et associations qui se réclament de la démocratie mettent au cœur de leurs revendications l'exigence que cesse cette répression : de plus en plus banalisée pour les gens derrière leurs écrans, elle conduit à une approbation passive de masses qui, demain, pourraient aussi accepter bien d'autres attaques, jusqu'à un régime encore plus autoritaire, voire fascisant, que la prochaine présidentielle pourrait mettre à l'ordre du jour.

À l'intérieur de nos syndicats, nous combattons l'orientation des directions car elles sont trop souvent bureaucratisées, elles participent au prétendu « dialogue social », elles refusent de mettre en œuvre une orientation de lutte de classe, elles dispersent les luttes au lieu de les unifier en un plan d'ensemble...

Mais en aucun cas nous n'identifions nos organisations avec leurs directions. Nous combattons politiquement des orientations, ceux et celles qui les portent dans nos organisations, mais cela passe ou doit passer par la démocratie ouvrière, la discussion démocratique serrée, le refus des obstacles bureaucratiques, les votes à la majorité dans chaque structure et chaque instance, des mandats précis et leur contrôle par la base.

En aucun cas les désaccords d'orientation et de fonctionnement, aussi profonds soient-ils, ne peuvent justifier les violences, qui furent trop longtemps utilisées par les stalinien et le sont parfois encore par des bureaucrates de différentes sortes pour empêcher les débats démocratiques.

Non aux violences de manifestant-e-s contre les services d'ordre syndicaux

Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques violentes dont ont été l'objet les militant-e-s de la CGT et de son service d'ordre à la fin de la manifestation parisienne du 1^{er} mai. Les désaccords avec la direction de la CGT ne sauraient en aucun cas justifier des attaques de ce genre et nous apportons notre soutien inconditionnel aux militants syndicaux blessés.

La direction de la CGT affirme qu'elle a été victime d'une attaque d'extrême droite. C'est une explication facile mais la réalité est plus complexe. Tout indique au contraire

(même si la présence d'individus d'extrême droite n'est pas exclue) que ce sont des manifestant-e-s « radicaux/ales » qui sont excédé-e-s par la politique de défaite de la direction de la CGT, sans comprendre cependant que le combat politique contre celle-ci ne saurait signifier un combat contre le syndicat CGT lui-même.

Il revient aux membres de la CGT et des autres syndicats de discuter de la façon dont le service d'ordre doit être organisé et d'urgence renforcé, mais aussi et surtout de l'orientation politique au service de laquelle il doit être mobilisé : la protection de nos syndicats et de nos cortèges contre les violences physiques, dont la police est évidemment la première responsable.

Luc Raisse, le 7 mai 2021